



Séance du Comité Syndical du SMEP de la région de Jurançon du 3 juillet 2023

Le 3 juillet 2023, à 18 heures, le Comité du Syndicat Mixte de l'Eau Potable de la région de Jurançon s'est réuni dans les locaux du SMEP à Jurançon, sur convocation de Monsieur le Président, affichée le 27 juin 2023 et transmise par voie électronique le 27 juin 2023, et sous la présence de ce dernier.

PRESENTS : M. BERNOS Michel, M. DUDRET Victor, M. POURTAU Xavier, M. RHAUT Jean-Christophe, M. MORA Pascal, M. NAHON André, Mme MARQUE Christine, M. COUTO Benoît, M. URBAN Jean-Claude, M. CABANNE Pascal, M. CAMPAYS David, M. PARIS Gérard, M. LASSALLE Philippe, M. POUILLION Jean, M. MALO Serge, M. LESCUDÉ Frédéric, M. VERMESSE Bruno, M. DUMAS François, M. BÉGUÉ Gérard, Mme HOURCADE-MEDEBIELE Véronique, M. LACRABERE Francis, Mme JOUANINE Marie-Hélène.

ABSENTS EXCUSES : M. PATRIARCHE Nicolas, M. DAVANTES Jean-Charles (représenté par M. COUTO Benoît, délégué suppléant), M. CAPERET Alain, Mme DAUGAS Sylvie (représentée par M. CAMPAYS David, délégué suppléant), M. FAUX Jean-Pierre, M. MAZODIER Frédéric, M. MAUBOULES Patrick, M. CARRIQUIRY Gérard, Mme BELAYGUE Dominique, M. GAUZERE Guy, M. ROTH Patrick, M. CLAVERIE Didier, M. SOUDAR Denis, M. BERTRANINE-CHANQUET Serge, M. GERMAIN Eric, M. PEDEFLOUS Roger (représenté par M. LESCUDÉ Frédéric, délégué suppléant), M. BURON Patrick, M. RANGOTTE Pierre.

ABSENTS MAIS AYANT DONNÉ POUVOIR : M. BERNIARD Claude a donné pouvoir à M. BERNOS, M. LABAT Léopold a donné pouvoir à M. LACRABERE.

Secrétaire de séance : Madame HOURCADE-MEDEBIELE Véronique.

Délibération n° 20 – 2023 : Aménagement du temps de travail

Rapporteur : Monsieur BERNOS Michel

Monsieur le Président rappelle que depuis la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale, la durée hebdomadaire de temps de travail est fixée à 35 heures par semaine, et la durée annuelle est de 1 607 heures (depuis la loi du 30 juin 2004 instituant la journée de solidarité).

Conformément à l'article 1er du décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001, « les règles relatives à la définition, à la durée et à l'aménagement du temps de travail applicables aux agents des collectivités territoriales et des établissements publics en relevant sont déterminées dans les conditions prévues par le décret du 25 août 2000 » relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat, par délibération et après avis du Comité Social Territorial Intercommunal.

Le travail est organisé selon des périodes de référence appelées cycles de travail. Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel.

Les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

- la durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures ;
- aucun temps de travail ne peut atteindre 6 heures consécutives de travail sans que les agents ne bénéficient d'une pause dont la durée doit être au minimum de 20 minutes ;
- l'amplitude de la journée de travail ne peut dépasser 12 heures ;
- les agents doivent bénéficier d'un repos journalier de 11 heures au minimum ;
- le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;
- les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche.

LES CYCLES DE TRAVAIL

Il est possible de prévoir un ou plusieurs cycles de travail, afin de tenir compte des contraintes propres à chaque service.

Dans le respect du cadre légal et réglementaire relatif au temps de travail, l'organisation du cycle de travail au sein des services du Syndicat est fixée comme suit :

Le service administratif

Les agents du service administratif seront soumis à un cycle de travail hebdomadaire : 35h de travail par semaine sur 4.5 jours ou 5 jours (au choix de l'agent sous réserve de l'accord de l'autorité territoriale et selon les nécessités de service).

Au sein de ce cycle hebdomadaire, les agents seront soumis à des horaires fixes, au sein des plages horaires suivantes : du lundi au vendredi de 8h à 13h00 et de 13h30 à 19h.

Le service technique

Les agents occupant les emplois de direction et d'animation agricole seront soumis à un cycle de travail hebdomadaire : 35h de travail par semaine sur 4.5 jours ou 5 jours (au choix de l'agent sous réserve de l'accord de l'autorité territoriale et selon les nécessités de service).

Au sein de ce cycle hebdomadaire, les agents seront soumis à des horaires fixes, au sein des plages horaires suivantes : du lundi au vendredi, de 8h à 13h00 et de 13h30 à 20h.

L'agent occupant l'emploi d'animateur territorial du PAT du Gave de Pau est soumis à un cycle de travail hebdomadaire : 39h de travail par semaine sur 5 jours.

Au sein de ce cycle hebdomadaire, l'agent sera soumis à des horaires fixes, au sein des plages horaires suivantes : du lundi au vendredi, de 8h à 13h00 et de 13h30 à 19h.

Les horaires d'ouverture au public sont les suivants : du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h15 et de 13h45 à 17h00.

Lorsque le cycle de travail hebdomadaire dépasse 35 heures, c'est-à-dire que la durée annuelle du travail dépasse 1 607 heures, des jours d'aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT) sont accordés afin que la durée annuelle du travail effectif soit conforme à la durée annuelle légale de 1 607 heures.

Le nombre de jours de repos prévus au titre de la réduction du temps de travail est calculé en proportion du travail effectif accompli dans le cycle de travail et avant prise en compte de ces jours. À cette fin, la circulaire NOR MFPF1202031C, relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi de finances n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 pour 2011, précise que le nombre de jours ARTT attribués annuellement est de :

Durée hebdomadaire de travail	39h	38h30	38h	37h30	37h	36h30	36h	35h30
Nb de jours ARTT pour un agent à temps complet	23	20	18	15	12	9	6	3

Les agents à temps non complet ne peuvent bénéficier de jours ARTT.

Pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, le nombre de jours ARTT est proratisé à hauteur de leur quotité de travail.

LA JOURNÉE DE SOLIDARITÉ

Monsieur le Président rappelle que l'article 6 de la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 institue une journée de solidarité afin d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées et handicapées. La durée annuelle de travail d'un agent à temps complet est ainsi portée de 1600 à 1607 heures.

Il appartient à l'organe délibérant de se prononcer sur l'organisation de la journée de solidarité qui peut être appliquée :

- o sur un jour férié autre que le 1er mai ;
- o sur un jour de réduction du temps de travail (ARTT) ;
- o ou selon toute autre modalité permettant le travail sur un jour précédemment non travaillé, à l'exclusion des jours de congés annuels, les heures correspondant à la journée de solidarité pouvant être fractionnées sur plusieurs journées de travail.

Après avis favorable du Comité Social Territorial Intercommunal lors de sa réunion en date du 23/02/2023 l'assemblée délibérante, et après avoir entendu le Président dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré,

CONSIDÉRANT le Code Général de la Fonction Publique ;

la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et notamment son article 47 ;

le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

DÉCIDE la suppression des régimes dérogatoires de travail mis en place antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 ;

d'organiser la journée de solidarité comme suit : les heures à effectuer au titre de la journée de solidarité seront réparties sur les heures habituellement non travaillées dans l'année. Elles seront calculées au prorata des heures de travail effectuées par l'agent sur la collectivité ;

ADOpte l'organisation des cycles de travail proposés par le Président ;

ABROGE les délibérations antérieures relatives au temps de travail et aux jours extra-légaux et notamment la délibération du 27 octobre 2001 ;

PRÉCISE que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice ;

que les dispositions de la présente délibération prendront effet au plus tôt à la date de transmission au contrôle de légalité.

Au moment du vote de la délibération :

En exercice : 39 Nombre de présents : 22 Pouvoirs : 2 Nombre de votants : 24

Vote – Pour : 24 / Contre : 0 / Abstention : 0

Fait à JURANÇON et délibéré, les jours, mois et an que dessus,
Pour extrait certifié conforme.

Signature du Président :
Michel BERNOS


SYNDICAT MIXTE
DE L'EAU POTABLE
DE LA REGION DE JURANÇON

Signature du secrétaire de séance :
V. HOURCADE-MÉDEBIELLE

